

Discours du Président de la République à la communauté française de Madagascar.

Emmanuel MACRON

Monsieur l'ambassadeur, merci de nous accueillir. Messieurs les ministres, Mesdames, Messieurs les parlementaires, Mesdames, Messieurs les élus, Mesdames, Messieurs en vos grades et qualités, chers amis, je suis très heureux d'être parmi vous. Et merci d'être là, et je sais qu'on vous a fait attendre longtemps parce que nous avons passé beaucoup plus de temps que prévu avec le Président. Et donc tout s'est réarrangé, le ministre d'État est en train de me remplacer au forum économique, sinon vous m'auriez attendu jusqu'au bout de la nuit. Donc, je le remercie.

En tout cas, je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui, vous qui êtes cette communauté française, parfois binationale, si loin, si proche. Et en m'adressant à vous, j'ai conscience que — je le fais après plusieurs de mes prédécesseurs qui, ces dernières années et dernières décennies, ont pu venir — mais avec aussi un très long temps depuis la dernière visite d'État, puisqu'il faut remonter 20 ans en arrière avant de voir la visite d'État du Président Jacques Chirac ici-même sur le plan bilatéral. Et je suis très reconnaissant au Président d'avoir organisé cette invitation, d'avoir sanctuarisé ce moment d'amitié entre nos deux pays et au-delà de la COI de véritablement avoir souhaité que nos deux pays qui ont ce lien si singulier puissent avoir ce temps de visite d'État. Alors, je le disais, cette visite est placée sous le signe d'une coopération renforcée, je dirais d'abord et avant tout grâce à vous, parce que les communautés de part et d'autre sont inédites. La communauté malgache, hors de ses frontières la plus importante au monde, c'est en France. Plus de 150 000. Et vous êtes la communauté, à coup sûr, la plus dynamique et la plus nombreuse dans l'Afrique subsaharienne. 20 000, selon les policiers, beaucoup plus selon les manifestants. Il se peut que les manifestants aient raison dans cette affaire. En tout cas, vous êtes là, et pour certaines et certains d'entre vous, depuis bien longtemps, nourrissant ce lien fraternel, cette amitié qu'il y a et qui est nourrie par notre histoire.

Et puis il y a aussi toute la communauté estudiantine de part et d'autre avec beaucoup d'étudiants qui continuent à alimenter ce lien. Alors avant de vous dire ce que je suis venu faire, et un peu ce que nous avons voulu avec le président dessiner pour l'avenir, je veux vous remercier et vous dire quelques mots de vous.

Je ne pourrai pas être exhaustif, donc je veux d'abord m'excuser peut-être d'en oublier, mais je vais vous dire combien vous comptez pour cette relation bilatérale. Je l'ai encore mesurée tout au long de cette journée. D'abord, commencer par la communauté de nos entrepreneurs. Certains sont encore, je le disais avec notre ministre à l'Orange Digital Center. Cette réalisation formidable est en train de restituer les travaux de nos rencontres économiques entre entrepreneurs malgache et français. Il y a une véritable vitalité. Vous êtes beaucoup à travailler pour parfois ces grands groupes français et de TotalEnergies, La Brède, Meridiam, Poma, Action, EDF, Orange, Casino, Accor, Air France, Canal+. Je vais faire beaucoup de jaloux, mais on a des dizaines de grands groupes qui sont présents et aussi beaucoup d'ETI et de PME depuis tant et tant d'années. Ce qui fait que la présence française évidemment structure la vie du pays dans tant de secteurs, du BTP aux hydrocarbures, aux énergies à la communication, des transports urbains à la logistique, de l'industrie à l'environnement, du consulting aux télécommunications, de la distribution aux services financiers, mais surtout, nous lui avons donné collectivement ces trois dernières années une dynamique inédite. Ça fait trois ans qu'on dépasse le milliard d'euros par an d'échanges d'affaires. Et donc il faut maintenant consolider cette dynamique, aller encore plus vite et plus fort, mais on a atteint une vitalité qui commence à être au niveau de la profondeur de ces relations. C'est évidemment le fruit de votre travail, votre esprit d'initiative, et puis c'est également aussi notre engagement collectif. L'AFD a augmenté son portefeuille d'affaires, et passe maintenant à 600 millions d'euros ici même, et c'est une façon d'aller plus loin.

Alors, je veux ici vous dire le soutien total et constant de la France pour continuer d'accompagner le développement économique de Madagascar, et je veux à ce titre remercier pour leur mobilisation les conseillers du commerce extérieur, la Chambre de commerce et d'industrie France-Madagascar, et évidemment l'ensemble des services de l'État mobilisés sous la houlette de notre ambassadeur. Je veux ici bien sûr également souligner la vitalité et l'exceptionnelle richesse de notre réseau éducatif. J'en suis très fier et je veux ici remercier les enseignants, les responsables administratifs et les parents d'élèves, parce que je sais leur engagement, qui portent nos établissements, et donc personnel enseignant, administratif, vous avez une charge importante. Nous avons là un réseau exceptionnel également pour le continent. 25 établissements français à Madagascar, plus de 14 000 élèves, et depuis 6 ans, 30 % d'augmentation. Et donc, cette réforme à laquelle, je crois, qu'on a portée avec le ministre à l'époque, qu'on continue de déployer, est un vrai succès. Madame la députée, nous savons combien. Elle l'a portée avec courage dans toutes ses circonscriptions.

Je salue aussi notre sénateur président du groupe d'amitié. Le ministre aussi l'a beaucoup portée dans ses fonctions. Nous allons de plus en plus former d'élèves, et je veux dire la fierté que j'ai de la force de ce réseau et de ce que vous représentez ici. Les Alliances françaises viennent compléter cette force, 28 établissements. Ils contribuent à ancrer Madagascar au cœur de la francophonie, et l'ouverture d'un nouveau bâtiment de l'Alliance française de Tananarive demain matin marque notre volonté de consolider et d'aller encore plus loin dans ce lien. Je veux également, saluant votre vitalité, saluer la présence ici, ce soir, de quelques représentants de nos volontaires, VIA, VIE, volontaires du service civique, volontaires de solidarité internationale. Vous apportez une contribution essentielle au bon fonctionnement de nos entreprises, de nos institutions, de nos ONG, dont les fonctions sont aujourd'hui incontournables dans le pays. Et je sais aussi qu'il y a beaucoup d'entre vous qui font vivre la coopération décentralisée, et je me réjouis à cet égard des assises de la coopération décentralisée en septembre prochain, qui permettront là aussi d'accompagner la dynamique qu'il y a à cet égard, nous y tenons beaucoup. C'est le fruit d'ailleurs d'un travail mené avec la présidente de l'Assemblée, le président du Sénat et les forces politiques. C'est une des conclusions des rencontres de Saint-Denis. Elles vont se décliner ici concrètement, et nous les accompagnons. Et puis, je veux également adresser des mots de remerciement à nos services consulaires dont l'engagement envers vous demeure fort. Et s'il existe un pont entre Madagascar et la France, c'est en vous qu'il trouve ses piliers les plus solides.

Je veux saluer aussi la constance de nos conseillers des Français et de l'étranger, de nos consuls honoraires, qui partout dans le pays font un travail remarquable, et de nos organismes locaux d'entraide sociale, qui sont cette trame du lien entre nous tous absolument fondamentale. Et soyez remerciés, Monsieur l'Ambassadeur, avec l'ensemble de notre réseau, nos consuls, tout l'engagement qui est le vôtre et de vos personnels à travers toutes celles et ceux que je viens d'évoquer. Et donc, vous le voyez en me présentant devant vous, c'est d'abord et avant tout un message de gratitude, de reconnaissance pour tout ce que je viens de décliner, que vous faites vivre, et souvent par beaucoup d'engagement personnel, largement au-delà de votre présence professionnelle.

Maintenant, je vais vous dire quelques mots de ce que je suis venu faire. Au moment où beaucoup doutent du continent africain, où des grands pays, parfois alliés historiques, se désengagent de ce continent, coupent brutalement les financements, plaçant d'ailleurs la coopération sanitaire dans des situations terribles. La France, elle, y croit plus que jamais et se réengage ; plus que jamais. Parce que c'est notre histoire, parce que c'est nos intérêts, parce que ce sont nos principes. Et ce sont les trois réunis. Notre histoire, c'est ce lien humain que vous représentez, mais c'est une histoire qui vient de plus loin, qui a des pages sombres, parfois terribles, nous le savons et nous les regardons en face. Mais je crois que nous avons donné aussi à ce lien historique un nouveau jour ces dernières années à travers les restitutions. Et je veux dire ici que votre présence, ce que vous portez, c'est une autre façon de regarder le continent africain depuis qu'on a lancé ces restitutions. Je serai demain avec quelques-uns d'entre vous à admirer le dé de la dernière reine, revenue en sa place, et c'est le fruit de choix que la France a fait à partir de novembre 2017, d'un très gros travail scientifique qui a été fait en partenariat. Et les crânes vont revenir dans quelques mois, au mois d'août, après une coopération scientifique, muséale, qui va permettre de les réaccueillir, et de les réaccueillir, là aussi, en leur sein. Et ceci est une manière de revisiter notre passé. J'espère que, d'ailleurs, en prévision de l'année 2027, on lancera aussi des travaux scientifiques, d'historiens, parce que c'est regarder lucidement ce qui est notre passé commun, c'est permettre de refaire circuler les œuvres d'art et les objets qui nous lient, de leur donner une nouvelle place, un nouveau rôle, et aussi de libérer, ce faisant, les énergies créatives. Ça, c'est pour l'histoire. Nous essayons d'en changer le regard, de le dépassionner et, au fond, de nous permettre de se tourner devant.

Ensuite, je l'ai dit, ces trois dernières années, on a encore multiplié les liens économiques. La visite ici aura permis de signer beaucoup d'accords sur des sujets absolument essentiels, les câbles, les services financiers, le barrage qui était tant attendu avec EDF et des grands investisseurs déjà cités qui permettent d'avancer et de répondre aux défis énergétiques ici présents, des partenariats en matière agricole et agroalimentaire. Mais au-delà des projets très importants que nous avons signés aujourd'hui, aussi de rénovation de nos infrastructures, il y a la consolidation de ce qui s'est fait ces dernières années. L'innovation de la mobilité urbaine grâce à Poma, qui est un exemple pour le continent africain, qui va être suivi par d'autres, et des financements, d'ailleurs, de l'AFD et de plusieurs partenaires. L'investissement dans les infrastructures, avec Meridiam, je l'évoquais. La connectivité avec toute la sous-région, avec Action. Je revendique que c'est un groupe français, il paraît qu'il est franco-malgache, mais on joue sur les ambiguïtés. Mais ce que nous voulons faire, c'est bâtir une nouvelle feuille de route. Et nous l'avons défini autour de quelques axes sur lesquels nous allons bâtir un partenariat stratégique avec le président. Le premier, aller encore plus loin sur l'énergie. Et donc, on a plusieurs projets hydroélectriques qu'on va considérer ensemble avec des financements français. Et nous voulons, sur l'éolien et le photovoltaïque, lancer plusieurs grands projets parce que, vous le savez mieux que moi, si nous voulons résoudre le défi de la sortie de la pauvreté, de la construction des filières, c'est l'énergie qu'il faut apporter dans tant et tant d'endroits. Poma étant d'ailleurs un bon exemple. Si on veut que la première ligne ouvre, il faut que l'énergie soit là. Premier axe. Le deuxième axe, continuer sur nos forces, trains et voies ferroviaires. Il y a une demande forte du président que la France, qui a porté les grands projets d'aménagement ferroviaire, il y a plus d'un siècle, dans d'autres temps et d'autres cadres, soit un partenaire pour rénover la ligne Antananarivo-Tamatave, et d'autres matériels, de wagons, plusieurs lignes existantes. Et donc, c'est de la compétence, ce sont des matériels, ce sont des financements, c'est du partenariat, axe essentiel, là aussi, pour développer le pays. Le troisième axe auquel je crois profondément, et on a commencé avec les premiers contrats, mais on doit aller beaucoup plus loin, c'est la transformation agricole. Il y a ici un trésor d'agriculture. Il suppose des réformes du pays, nous le savons, sur le foncier, sur la gouvernance.

Plus largement, et tout ce dont je parle suppose, et nous avons eu cette discussion franche avec le président, et je sais qu'en ce moment, le sommet qui s'achève en parlera. Il faut améliorer le climat des affaires pour attirer encore davantage d'investisseurs, mais il y a ici un potentiel agricole considérable et la France veut en être un partenaire, ça suppose d'aider à la formation dans les métiers agricoles, ça suppose de transférer nos connaissances et nos capacités dans la dotation en semences de maïs ou de blé, dans la montée en productivité de toute cette économie qui doit sortir de l'informel pour aller vers le formel, et dans la mise en place aussi de capacités d'engrais. Au fond, il faut réussir à faire plus sur le maïs, le blé, le riz, il y a encore des dépendances. Il faut réussir à faire plus encore sur l'élevage et réussir à bâtir et structurer des filières qui, au-delà d'aller vers la soutenabilité et l'autonomie alimentaire, doivent permettre de coopérer dans toute la sous-région. Quatrième axe, ce sera la formation de médecins spécialistes et professeurs chirurgiens en France. C'est donc une coopération sur la formation des métiers du soin, médicaux et paramédicaux. Le cinquième axe, ce sera la coopération universitaire sur plusieurs métiers technologiques, mais aussi la consolidation d'un premier cycle universitaire que le président veut développer ici. Le sixième axe, c'est sur les minerais stratégiques et les terres rares, nombreux ici, et nous voulons, avec le BRGM, aider à consolider une vraie souveraineté de la connaissance de ces capacités, mais avec beaucoup d'entre vous déjà et des capacités nouvelles, aider à les valoriser au maximum ici, sur le sol national. Et puis, nous souhaitons aussi consolider le lien avec la sous-région, et c'est le dernier axe et celui sur lequel je veux conclure, qui est au fond le deuxième temps de ma visite, ce sommet de la COI. Et donc, au-delà de tous ces axes qui vont, vous le voyez, nous mener encore plus loin que tout ce que nous faisons aujourd'hui, nous aider à réinvestir massivement et à aller encore beaucoup plus vite et beaucoup plus fort. Ma conviction profonde, et je l'ai portée dans la région, vous le savez, depuis 2018, c'est celle d'une stratégie indopacifique. La France a été le premier pays à articuler une stratégie indopacifique, en effet, dès 2018. Nous l'avons fait en lien très étroit avec l'Inde. Et nous l'avons structuré, je l'ai fait à La Réunion en 2019, et avec l'Inde, puis en Australie et au Japon, ensuite, dans les années qui ont suivi. Nous l'avons européanisée, cette stratégie, et les évolutions géopolitiques, si je puis dire, l'ont consolidée. L'espace dans lequel vous vivez est l'un de ceux qui a le plus d'opportunités au monde, mais qui sera aussi l'un des plus soumis aux défis géopolitiques. Parce que s'y joue la confrontation entre les deux grandes puissances économiques du moment. Et au fond, c'est l'inscription dans l'Indopacifique et dans l'océan Indien qui est le défi pour la réussite de Madagascar et notre défi à nous. Parce que je ne parle pas simplement à une communauté française installée ici qui aide à développer ce pays, qui porte nos intérêts et qui y croit.

Je parle aussi, en tant que Président d'un pays qui a des territoires dans la région. Et je suis très fier d'être accompagné pour ce sommet pour la première fois par la présidente de la région La Réunion, par le président du Conseil départemental de la Réunion et par le président de la collectivité de Mayotte, et par le vice-président du Parlement européen, qui est réunionnais. Ces élus de la République, aux côtés des sénateurs, des députés, des Français et de l'étranger, portent cette vocation dans l'océan Indien de la France. Et ce en quoi nous croyons profondément, c'est que c'est un levier pour créer des coopérations à développer. Et au fond, de ne pas simplement penser la France dans l'océan Indien à hauteur d'une communauté d'un million d'habitants, mais de 80 millions d'habitants, celle de l'océan Indien et de cette Afrique de l'Est, dans laquelle plusieurs d'entre vous sont développés et ont des activités, et bien plus largement dans cet espace indopacifique où nous avons des solutions communes à bâtir. Ça veut dire qu'ensemble, dans ce sommet de la COI, ce que nous voulons porter, c'est notre capacité collective à répondre aux défis contemporains. Et nous avons les moyens de le faire. Et c'est un levier de création d'opportunités, de richesses et de mieux vivre pour nous tous, inédit. D'abord, la sécurité alimentaire. Mayotte a besoin de mieux s'inscrire dans la sous-région. Sommes-nous fous de faire venir depuis Marseille ou Paris des aliments qu'on mange en Dzaoudzi ou en Mamoudzou, alors que nous avons dans toute la sous-région des capacités de produire et d'échanger ? Il faut simplement bâtir ce marché commun aux meilleures normes, bâtir aussi une coopération. C'est pour ça que j'ai fait venir dans cette délégation l'AFD avec nos meilleurs organismes, CIRAD, IRD, pour bâtir des solutions communes, faire monter la productivité agroalimentaire et agricole à Madagascar et dans toute la sous-région, pour bâtir un modèle agricole qui aille vers la soutenabilité alimentaire pour tous. Et nous avons les moyens de le faire. C'est créateur d'emplois, c'est créateur de soutenabilité, de justice. Ça améliore le pouvoir d'achat dans nos territoires ultramarins pour vous. Et surtout, c'est ce qui va nous permettre de bâtir une économie qui aidera à sortir de la pauvreté tant et tant de Malagasy, utilisant le potentiel du pays, qu'il fera avec les meilleures règles et en ayant une agriculture qui s'adapte aux sécheresses comme aux cyclones.

Le deuxième axe, c'est la coopération sanitaire. Elle est fondamentale. Et là-dessus, je le disais, là où des grands programmes sont en train de s'effondrer, ce qui est une catastrophe pour Madagascar et pour d'autres, le retrait de USAID, pour le dire de manière très simple, dans la lutte contre le palu, le VIH, c'est absolument terrible. Nous avons aussi des défis communs, Chikungunya ou autres, où la coopération est essentielle. Et donc, au sein de la COI, nous voulons développer des axes de coopération dans lesquels nous inscrirons nos deux territoires. C'est notre défi pour qu'ils soient éligibles au programme, mais pour bâtir ensemble des solutions pour faire face à ces défis sanitaires. Mécanismes de prévention commun, tests, déploiement de vaccins quand ils sont disponibles, capacité à faire coopérer aussi nos ONG dans ce travail. Le troisième axe, c'est le digital. La connectivité de la sous-région est clé. Plusieurs d'entre vous, je l'ai déjà évoqué, sont engagés dans cette connectivité, dans les câbles, mais nous avons à déployer des solutions souveraines de connectivité, c'est-à-dire qui ne soient pas dépendantes ni des Chinois ni des Américains. C'est ça, l'accent do-pacifique. Et donc, par la stratégie en océan Indien que nous portons à travers vos entreprises, à travers aussi nos territoires, ce que nous voulons faire, c'est bâtir une stratégie de connectivité européenne-africaine, en tout cas dans laquelle la France aura un rôle clé à jouer parce que nous avons des champions en la matière. Action en est un, Orange en est un. Plusieurs d'entre vous portent aussi des solutions et ont déjà fibré la Réunion ou d'autres territoires. Et nous avons aussi avec Eutelsat une capacité d'orbite basse comme d'orbite haute inédite qui nous permet de nous désensibiliser de certains acteurs qui, parfois, sont inamicaux. Le changement climatique, autre axe de coopération. Nous avons à bâtir des solutions de résilience au niveau de l'océan Indien. Et là aussi, par les stratégies d'atténuation et d'adaptation, nous avons, avec la COI, à financer tant et tant d'infrastructures résilientes au changement climatique. Et cela correspond à ce marché, c'est-à-dire des stratégies d'habitat, d'économie circulaire, de mobilité, qui permettent tout à la fois de réduire les émissions, mais de construire aussi des filières économiques qui permettent de répondre à de la construction, au développement urbain, en zone cyclonique, en zone sismique. Nous avons les savoir-faire pour le faire, c'est ce que nous voulons développer à l'échelle de la COI, avec des programmes dédiés pour l'AFD et Proparco.

Et puis, le dernier axe, c'est la sécurité et la défense. Et je vois plusieurs de nos militaires dont je salue ici la présence. Je disais, cette zone sera contestée. Et la France dans la COI, c'est aussi une présence militaire, géopolitique essentielle. Et nous ne payons pas de mots, puisque cette stratégie que nous avons lancée il y a 6 ans, nous l'avons investie, nous avons commencé à développer et déployer, beaucoup plus de postes diplomatiques, beaucoup plus d'emprises militaires. Et nous avons, vous le savez bien, une rotule dans la région que sont les FAZSOI. Nos forces armées sont en train d'ores et déjà d'augmenter, et ce de plus de 15 % d'augmentation de nos forces qui sont décidées dans le cadre de la loi de programmation militaire. Plus de 15 %. Et donc nous allons porter ces FAZSOI. à un niveau inédit de leur histoire. Nous allons les équiper avec là aussi les meilleurs équipements, frégates, patrouilleurs, pour donner les capacités d'exercice communs, évidemment de protéger notre espace et nos territoires, mais aussi de participer à des opérations pour lutter contre la pêche illicite, la pêche illégale, et donc toutes les prédatons, et pour protéger nos emprises. Et c'est un axe essentiel du développement de la sous-région. Madagascar se fait piller ses ressources halieutiques par certains grands acteurs internationaux, par incapacité de surveiller ses eaux. Cette coopération le permettra.

Mais surtout, imaginez demain ce monde où on va développer des data centers, des capacités industrielles qui seront des sujets de prédation. Avoir un partenaire comme la France, parler en étant français ici, c'est parler avec la réassurance d'une grande puissance militaire dotée membre permanente du Conseil de sécurité, mais présente dans la région, et qui a réinvesti dans la région, et qui a accru sa présence dans la région. Et donc avec ce réinvestissement et cette augmentation de nos FAZSOI., nous développons aussi des exercices communs. Au moment où je vous parle, l'exercice Tulipe mobilise des milliers de forces associant les soldats de toutes les régions. On a 1 200 militaires de tous les pays de la COI, avec une grande implication malgache, et on a plus de 500 militaires français venant des FAZSOI, mais aussi d'un déploiement d'A400M, de Frégate, que nous avons mobilisé pour un exercice en ce moment. Ce qui montre que nous sommes des partenaires fiables pour Madagascar, pour la COI, et c'est un axe essentiel de cette coopération. Vous l'avez compris, en venant ici, je venais consacrer plusieurs des contrats et des engagements que vous portez qui sont importantes, mais nous avons aussi, avec le président RAJOELINA, décidé de bâtir une nouvelle feuille de route stratégique pour la coopération bilatérale au travers des axes que j'ai évoqués, mais surtout, j'ai voulu manifester la volonté de porter ici la voie de la France dans l'océan Indien, de l'apporter par vous et pour vous, par ces réengagements sur tous les enjeux du moment, de l'apporter avec Mayotte et La Réunion, qui doivent prendre toute leur place dans ce développement et intégrer tous les programmes de la COI.

Vous avez compris ma confiance dans ce pays qui vous abrite, qui vous accueille, que vous aimez, et que j'aime aussi, ma confiance dans cette région et ce continent. Vous faites bien d'être là et de porter le visage, la voie, les intérêts de la France. Faites-le avec fierté et faites-le chaque jour avec la conviction que vous avez un ambassadeur, des ministres, un gouvernement et un président qui sont à vos côtés et qui n'ont qu'une volonté, c'est que vous puissiez faire encore davantage. Soyez fiers de cela ! Pour ma part, je suis fier de vous. Merci à toutes et tous.

Vive Madagascar ! Vive la France ! Vive l'amitié entre nos deux pays ! Vive la République et vive la France !